

ation et de coopération permanentes entre les pays participants à la recherche et au sauvetage.

Nombreuses sont les régions du monde qui bénéficient d'ententes permanentes qui délimitent les responsabilités des participants en matière de recherche et de sauvetage, et qui établissent les méthodes de formation. Ainsi, le Canada a conclu une telle entente avec les États-Unis. Outre son utilité sur le plan humanitaire, la négociation d'une telle entente au Moyen-Orient favoriserait la coopération quotidienne des parties dans la région.

Les États qui prennent part aux négociations de paix du Moyen-Orient sont l'Algérie, le Bahreïn, l'Égypte, l'Israël, la Jordanie-Palestine, le Koweït, le Maroc, l'Oman, l'Arabie saoudite, la Tunisie, le Qatar, le Yémen et les Émirats arabes unis. En outre, le Canada a invité les États-Unis, la Russie, l'Australie, la Chine, le Japon et la Turquie à envoyer des délégations. Le Canada espère que les États du Moyen-Orient quitteront Sydney forts de perspectives nouvelles quant à l'avenir des mesures de confiance maritimes dans leur région. ■

La Volonté de réformer le système onusien

Suivent des extraits d'un discours que M. Perrin Beatty, secrétaire d'État aux Affaires extérieures, a prononcé au Freedom Forum à Toronto le 18 août.

Il est difficile de croire qu'il y a trois ans seulement, nous célébrions la défaite du communisme et la fin de la Guerre froide. Le rideau de fer a été déchiré, le mur de Berlin est tombé et la menace d'apocalypse nucléaire s'est transformée en promesse d'un nouvel ordre mondial, mais nous vivons dans un monde aussi agité et, d'une certaine manière, plus agité que jamais auparavant.

Le monde n'est plus divisé en deux camps menaçant chacun d'utiliser l'arme nucléaire. Toutefois, plutôt que de jouir d'une ère sans précédent de paix, de stabilité et de prospérité, nous nous retrouvons aux prises avec les pires formes de nationalisme, de haine interethniques et de rivalités religieuses engendrées par la fin de la Guerre froide.

Dans l'excellent article intitulé «*The End of Politics*» qu'il publiait le mois dernier dans le magazine *Sunday Times*, Martin Jacques mentionnait que le communisme a peut-être perdu sa lutte idéologique mais que l'Occident a perdu son unité et sa raison d'être. Voilà qui est ironique.

L'effondrement du communisme a eu des effets sur l'Occident qui, contrairement à ce que l'on pensait généralement en 1989, n'est pas sorti indemne, triomphant et incontesté. Au contraire, le démantèlement de la bipolarisation a provoqué une crise en Occident. La présence d'un ennemi très puissant polarise les efforts, facilite le règlement d'autres conflits, donne un cadre moral bien défini et nourrit le sentiment d'appartenance. Lorsque cet ennemi disparaît, toutes ces questions se reposent d'une nouvelle fa-

çon et exigent des réponses novatrices et réfléchies.

Les images que vous projetez dans nos foyers à partir de la Somalie, de l'ex-Yougoslavie, du Cambodge et d'ailleurs nous rappellent tous les jours qu'il nous reste encore beaucoup de chemin à parcourir avant que la paix, l'ordre, la liberté et le respect des droits de la personne deviennent la règle plutôt que l'exception.

Comme le démontrent la Guerre du Golfe, la démocratisation du Cambodge et les efforts des Nations Unies en Bosnie, les vieilles divisions n'empêchent plus la communauté internationale de s'attaquer aux problèmes régionaux. Nous avons une chance sans précédent de rétablir l'ordre, de pacifier les conflits et d'alléger les souffrances. Nous avons maintenant pour défi de mettre à profit nos capacités d'y parvenir.

Ces capacités se retrouvent largement dans nos institutions multilatérales, en particulier l'Organisation des Nations Unies. Pendant que l'impasse entre les superpuissances affaiblissait l'ONU, nous pouvions attribuer son incapacité d'agir ou d'intervenir à l'absence d'un consensus fondamental. Nous ne pouvons plus le faire car les schismes idéologiques sont chose du passé.

Nous avons gagné un combat crucial. Il nous faut maintenant vouloir résolument réformer le système et achever le travail entrepris. L'Organisation des Nations Unies demeure le plus important moyen dont nous disposons pour promouvoir la paix, la démocratie et la liberté dans le monde. Il n'y a sûrement rien de plus important que d'améliorer le plus possible son efficacité.

Permettez-moi de parler d'abord de la façon dont nous pouvons renforcer le rôle vital de l'ONU dans le maintien de la paix. Nous partageons tous les bienfaits de

la paix. Nous devons aussi nous partager la responsabilité de son édification et de son maintien. Les deux vont de pair.

Aucun État ne pourrait ou ne devrait devenir le gendarme du monde. Pour ce qui concerne le maintien de la paix, il est certain que les États-Unis doivent assurer un leadership moral et fournir des ressources matérielles. Ils ont un rôle indispensable à jouer dans la revitalisation et le renforcement de l'ONU et des institutions régionales afin de prévenir les conflits, de les résoudre lorsqu'ils éclatent, d'octroyer une aide humanitaire et de promouvoir la liberté et les droits de la personne.

Pendant la longue et turbulente période qui a suivi la deuxième Guerre mondiale, les États-Unis ont assumé le fardeau de la défense de la paix et de la liberté sans succomber à la tentation de se replier et de s'isoler encore une fois.

Et ils n'y ont pas encore succombé, même si les plus grands défis posés à leur leadership global ne sont plus d'ordre militaire, mais plutôt de nature économique et sociale, et que ces défis sont souvent d'ordre interne plutôt qu'externe.

Nous devrions tous être encouragés par la volonté de l'administration Clinton de collaborer avec les autres membres de la communauté internationale. Le multilatéralisme peut être frustrant, surtout lorsqu'on vous demande depuis longtemps de supporter plus que votre juste part du fardeau. Les Américains ont tout à fait le droit de demander au reste du monde de faire sa part. C'est d'ailleurs ce que nous faisons au Canada.

Compte tenu du fait que la quote-part du Canada à l'ONU est passée de 8 millions à près de 90 millions de dollars par an et qu'à un moment donné l'an dernier les Canadiens constituaient quelque 10 p. 100 des membres des forces de maintien de la paix, il ne faut pas se surprendre que nous demandions également à d'autres pays d'assumer leur juste part.

Nous croyons dans le maintien de la paix. Aucun autre pays du monde n'en a une meilleure expérience. Ayant le troisième contingent de maintien de la paix en importance dans l'ex-Yougoslavie, des forces de maintien de la paix au Cambodge, au Moyen-Orient et ailleurs, le Canada reste manifestement engagé à faire sa part.

Par exemple, en septembre 1991, le Premier ministre Mulroney a pris l'initiative de demander au Conseil de sécurité de l'ONU de régler le conflit dans l'ex-Yougoslavie. Depuis avril 1992, nous avons déployé quelque 2 400 soldats et 45 entraîneurs de la Gendarmerie royale du Canada avec la Force de protection des Nations